

SYNTHÈSE



ÉCOLE DE PRINTEMPS - CYCLE DE CONFÉRENCES

DU 2/06/2026 AU 11/06/2026



© Istockphoto



© Ouest-France



© Radio-Canada



Université
de Rennes



LES ÉTUDIANT·E·S DU CPES SENS VOUS PROPOSENT

CONVERSER POUR UN ENVIRONNEMENT SOUHAITABLE

DU 2 AU 11 JUIN · AMPHITHÉÂTRE DE L'ENS



CONFÉRENCES
& TEMPS
D'ÉCHANGE

Mardi 2 juin, 10h30

Mythes et réalités du devenir urbain face aux crises écologiques en cours

Guillaume Faburel

Pr. Université Lumière Lyon 2, UFR Temps et Territoires, Enseignant à Sciences Po Lyon, Sciences Po Rennes et l'Institut de Tramayes et Chercheur à l'UMR Triangle

Mercredi 3 juin, 14h

On aménage le monde comme on envisage la vie

Valérie Jousseau

Pr. de l'Université de Nantes. Chercheuse à l'Institut de Géographie et d'Aménagement (IGARUN) et au CNRS, unité "Espaces et Sociétés" (ESO)

Jeudi 4 juin, 9h30

Penser l'aménagement de long terme de la métropole à l'heure des chocs écologiques

Michèle Le Loir

Directrice de l'aménagement urbain et habitat, Rennes Métropole

Mercredi 10 juin, 14h

Initier des transitions par des voies civiques

Cyria Emelianoff

Enseignante-chercheuse en aménagement de l'espace et urbanisme, Université Rennes 2

Jeudi 11 juin, 9h30

Discussion entre politiques publiques et sciences

Romain Pasquier

Directeur de recherche au CNRS au laboratoire Arènes, Conseiller scientifique à l'institut de la gouvernance publique et de la décentralisation (IGTD / Paris)

Jeudi 11 juin, 10h50

Une éducation pour demain ? Apprentissages potentiels en pédagogie par la nature

Marine Jacq Rolland

Docteure en sciences de l'éducation et ATER à l'INSPÉ Bretagne

Jeudi 11 juin, 14h (en visio)

Comprendre le colonialisme bleu

Nathalie Ros

Pr. à l'Université de Tours (IRJI), Vice-Présidente de l'Association internationale du droit de la mer



SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
INTERVENTIONS	6
• Mythes et réalités du devenir urbain face aux crises écologiques en cours	6
• On aménage le monde comme on envisage la vie	8
• Penser l'aménagement de long terme de la métropole à l'heure des chocs écologiques	11
• Initier des transitions par des voies civiques	14
• Transitions, gouvernance et territorialisation	17
• Une éducation pour demain ? Apprentissages potentiels en pédagogie par la nature	19
• Comprendre le colonialisme bleu	21
SYNTHÈSE-ACTIVITÉS	23
SYNTHÈSE-THÈMES	24
SYNTHÈSE-LOGISTIQUE	26
CONCLUSION	28



INTRODUCTION



Bonjour à tous·tes,

Du 2 au 11 juin 2026, à l'ENS de Rennes, s'est tenue une école de printemps, intitulée « Converser Pour un Environnement Souhaitable » et organisée par notre classe, les élèves de deuxième année du CPES SEnS. Parmi les Unités d'Enseignement proposées à l'ENS, nous avons suivi tout au long de l'année l'UE Conférences, présentée par les enseignant·es chercheur·ses Hélène Hivert et Timothée Fouqueray, dont l'objectif visait à l'organisation d'un cycle de conférences. Il s'agit d'un événement se déroulant sur plusieurs jours et proposant des conférences et des ateliers en lien avec celles-ci.

Motivé·e·s par la pluridisciplinarité et soucieux·ses d'un monde mouvant éprouvant le changement climatique et ses effets, d'où notre présence dans cette formation, nous avons échangé en classe entière. Ces échanges ont conduit à plusieurs interrogations, dévoilant notre angle d'approche pour l'école de printemps. Nous nous sommes posé·es les questions suivantes : comment habiter le monde de demain ? Comment s'adapter au changement climatique ? Quelles solutions pouvons-nous envisager pour un environnement souhaitable ? De celles-ci est né l'axe principal de notre travail : Converser Pour un Environnement Souhaitable.

À la suite de cela, nous avons formé sept groupes de cinq ou six étudiant·e·s, chacun s'attardant sur une thématique particulière : nous nous sommes notamment intéressé·es aux enjeux urbains de la transition écologique. Afin de mener à bien l'élaboration de cet événement, chaque groupe s'est penché sur son sujet : nous avons lu des articles scientifiques relatifs à ce dernier, tout en s'intéressant à des ouvrages et à des politiques publiques en lien avec la thématique. Chaque groupe a appris et solidifié ses connaissances sur le thème. Ensuite, nous avons contacté de potentiels intervenants - étant majoritairement des universitaires, mais aussi des individus dont le travail porte sur la métropole rennaise. Nous avons opté pour une intervention sous la forme de conférences, suivie d'une phase de question-réponse. Ce mode d'intervention nous a permis d'acquérir de nouvelles connaissances et de développer certaines idées déjà présentes, mobilisées dans nos cours de société. Étant simple à organiser et accordant davantage de liberté à l'orateur·rice, nous avons privilégié le format conférence pour les interventions.

L'UE Conférences nous a permis de développer des compétences utiles pour notre vie future. Nous avons appris à gérer un planning sur une année complète et à échanger dans un contexte professionnel pour inviter les différent·e·s intervenant·e·s.

Voici la synthèse de cette école de printemps, de toutes les activités et conférences proposées, ainsi que de toute la logistique nécessaire à sa mise en place.

Nous vous souhaitons une agréable lecture.



PLANNING DES ACTIVITÉS



MARDI 2 JUIN, 13H - 15H

Cluedo spécial tension entre néoruraux et ruraux

MERCREDI 3 JUIN, 10H - 12H

Jeu des ÉcoQuartiers

MARDI 9 JUIN, 10H45 - 12H30

Trivial Pursuit édition néocolonialisme

MERCREDI 10 JUIN, 10H - 12H

Jeu de rôles :
« Convention Ploërdutaise pour un Exode Sexy »

MARDI 2 JUIN, 15H15 - 17H15

Ciné-débat autour de la convention citoyenne pour le climat

MARDI 9 JUIN, 9H - 10H30

Jeu de pistes autour des végétaux (activité en extérieur)

MARDI 9 JUIN, 14H - 16H30

Questions pour un·e CPES spécial inégalités urbaines

MYTHES ET RÉALITÉS DU DEVENIR URBAIN FACE AUX CRISES ÉCOLOGIQUES EN COURS

Joseph Gaschler, Swann Gresçu, Malo Le Moine-Fontaine, Tristan Lefebvre, Timon Riat



Source : Le passager clandestin

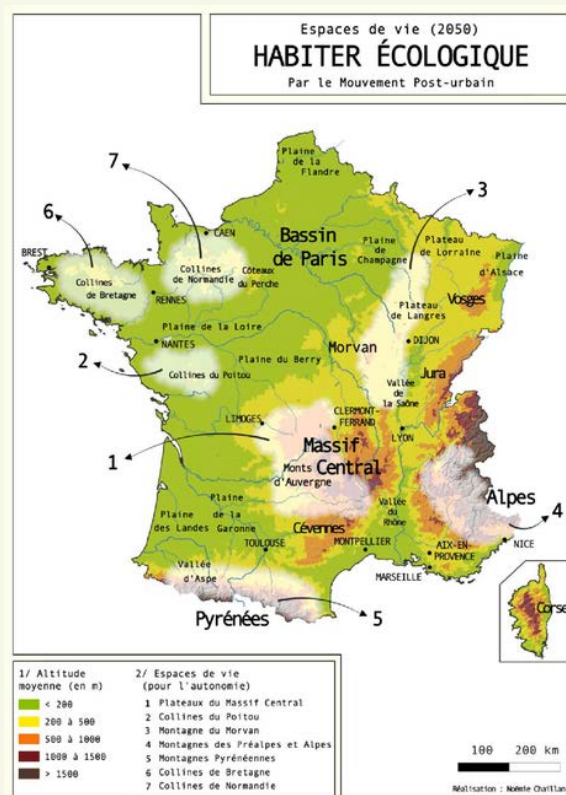
Dans le cadre de notre école de printemps intitulée « Converser Pour un Environnement Souhaitable » nous avons abordé la manière de faire société en plaçant la nature au centre de la vie publique et en se désolidarisant du modèle urbain. Ainsi nous avons abouti sur le titre suivant : Mythes et réalité du devenir urbain de nos sociétés face aux crises écologiques engagées. Nous avons eu le plaisir d'ouvrir le cycle de conférences par l'intervention de **Guillaume Faburel**, géographe urbain exerçant à l'université Lumière Lyon 2, enseignant à Sciences Po Lyon et à Sciences Po Rennes et chercheur à l'UMR Triangle, auteur des ouvrages *Métropole barbares* (2018) et *Indécence urbaine* (2023), et engagé dans le Mouvement Post-Urbain.

INTERVENTION

À travers sa conférence, notre orateur présente ses recherches motivées par son questionnement sur le mode de vie urbain, à l'impact considérable et devenu inadapté aux enjeux socio-environnementaux contemporains. Aujourd'hui, les villes concentrent l'entièreté de leur population dans de faibles zones géographiques et atteignent un taux d'urbanisation élevé. De plus, ce sont des lieux de monopolisation des capitaux économiques, culturels, pédagogiques et productifs ce qui crée des inégalités croissantes par rapport au reste du territoire. En effet, les 22 plus grandes métropoles françaises représentent à elles seules 51% du PIB. Nombre d'enquêtes révèlent pourtant que les habitant·e·s ne se reconnaissent pas dans un modèle de ville-monde déconnecté des réalités sociales et naturelles. Les solutions proposées en ville (techno-solutionnistes et durabilistes), ne suffisent pas face aux crises environnementales en cours. Il est donc nécessaire de remédier à ces conséquences en réfléchissant à des trajectoires possibles. Par exemple, l'ADEME a proposé différents scénarios, nommés « génération frugale », « coopérations territoriales », « technologies vertes » et « pari réparateur », permettant d'envisager un ensemble de choix de planification de l'habitat. À travers quatre modes d'action, l'aménagement, c'est-à-dire la continuité du modèle actuel, centré sur les infrastructures économiques et s'auto alimentant à toujours plus grand coût. Le réaménagement, centré autour des mobilités (ville du quart d'heure par exemple), que Guillaume Faburel qualifie d'inhibiteur de l'action réelle. Le ménagement, qui consiste en la réduction des libertés pour lutter contre l'expansion des métropoles, en reprenant entre autres l'exemple de la politique Zéro Artificialisation Nette. Et le déménagement, solution à privilégier selon lui, centrée sur la suffisance et la souveraineté alimentaire mais nécessitant des changements radicaux de paradigmes.

Pour imaginer les lieux habitables à l'horizon 2050, certains critères clés sont priorisés, notamment les conditions environnementales de vie, la production de la subsistance et la manière d'habiter les territoires. En France, sept régions géographiques répondent actuellement à ces critères, grâce à leur diversité en ressources agro-forestières, leurs réserves en eau et les pratiques agricoles extensives implantées.

Pour Guillaume Faburel, la clé est de se détacher des mythes urbains qui nous poursuivent et nous empêchent de retourner vers des formes historiques d'habitats moins concentrés, autrement dit le maillage du territoire, aussi appelé maillage en archipel. Cela nécessite de repenser le lien métropole-hinterland en maintenant et en créant un réseau de petites villes. Ce réseau s'appuierait sur 50 000 villes de proximité jusqu'aux hameaux, en passant par les bourgs et villages. Au sein de ces communautés, on retrouve 30 000 habitant·e·s possédant chacun 4000 mètres carrés pour l'autonomie alimentaire. Plus ou moins récemment, quelques acteur·rice·s ont fait éclore des lieux d'alternatives au système en place (en particulier des actions fédératives à l'échelle de bassins de subsistance comme le syndicat de la Montagne limousine), concrétisant ces courants idéologiques pour construire un futur souhaitable.



ACTIVITÉ

Pour compléter son intervention, surtout centrée sur la critique des métropoles ainsi que sur un possible post-urbain tourné vers le rural, nous avons organisé un jeu de rôle autour d'un futur exode urbain imaginaire. Cinq groupes sociaux typiques d'une commune rurale sont représentés, par exemple les agriculteur·rice·s conventionnel·le·s, les patrons du Medef, les services publics, etc qui défendent leurs intérêts face à cette arrivée massive de néo-ruraux, et élaborent des propositions politiques. De plus, nous distribuons des rôles secrets plus spécifiques (lobbyistes, actionnaires, défenseurs de l'environnement...), à certaines personnes qui doivent prendre en compte leurs objectifs individuels lors des débats et du vote, ce qui vient pimenter le jeu. L'activité, réfléchie en deux temps, permet aux membres du même groupe de réfléchir à des propositions concrètes qui répondent à leurs problématiques. Puis une phase de discussion collective permet à chaque groupe de présenter ses propositions, d'en débattre avec les autres groupes et, à l'issue des échanges, de voter les propositions à la majorité. Dans l'ensemble, l'activité fut un succès, bien qu'elle aurait pu être plus pertinente avec des connaissances plus solides sur la ruralité. Tous les groupes ont joué le jeu et cela a permis de mettre en avant des solutions pour gérer les différentes problématiques d'une possible exode urbaine.

ON AMÉNAGE LE MONDE COMME ON ENVISAGE LA VIE

Maël Balcou, Eve Dreuslin, Youna Le Gal, Hélène Le Sclotour, Esther Le Teigner, Clara Loussouarn



Source : Nantes Université

Nous avons eu le plaisir d'accueillir **Valérie Jousseaume**. Elle est géographe spécialiste des territoires ruraux, maître de conférence et chercheuse à l'Institut de géographie et d'aménagement de l'université de Nantes, au sein du CNRS. Elle a proposé une conférence sur un thème qui lui tient à cœur en raison de son environnement d'origine : le milieu rural.

INTERVENTION

Celle-ci s'intitule : « Une invitation à penser la question rurale hors du paradigme de la modernité ». Cette conférence s'inspire de sa conférence POPSU nommée « On aménage le monde comme on envisage la vie » et est elle-même inspirée de son livre *PLOUC PRIDE - Un nouveau récit pour les campagnes* (2021) qui questionne notre rapport à la ruralité en redéfinissant des concepts clés qui y sont liés et qui déconstruit notamment les représentations et les stéréotypes que l'on peut avoir sur les « campagnes ». Après avoir défini la campagne dans sa différenciation avec la ville, Madame Jousseaume présente les différentes ères qui incluent des changements importants de paradigmes. La campagne peut ainsi être perçue comme ce qui entoure la ville en la délimitant. Valérie Jousseaume insiste sur le fait qu'il faut penser à la ville et à la campagne, non pas en les opposant mais plutôt en les distinguant, sans oublier l'existence d'un éventail de milieux intermédiaires. D'après elle, la distinction se fait en se concentrant sur nos ressentis et nos sensations, la campagne étant un « environnement de vie perceptible par les sens, qui est dominé par une nature domestiquée par l'homme ». Les campagnes sont des lieux de rencontre entre les groupes d'humains et d'écosystèmes tandis que les villes peuvent être caractérisées par des rencontres entre groupes d'humains. Son approche des paradigmes par les ères permet d'acquérir une échelle relative des changements de mentalité et en particulier le passage de sociétés centrées sur la « mère » aux sociétés patriarcales contemporaines, grâce à des figures issues de son livre *PLOUC PRIDE - Un nouveau récit pour les campagnes* (2021).

Nous avons ainsi appris le découpage en différentes ères (Figure 1) : la première ère étant celle de la nature sauvage, elle dure jusqu'à l'invention de l'agriculture. S'en suit l'ère paysanne, jusqu'à la Révolution Industrielle du XIXème siècle.

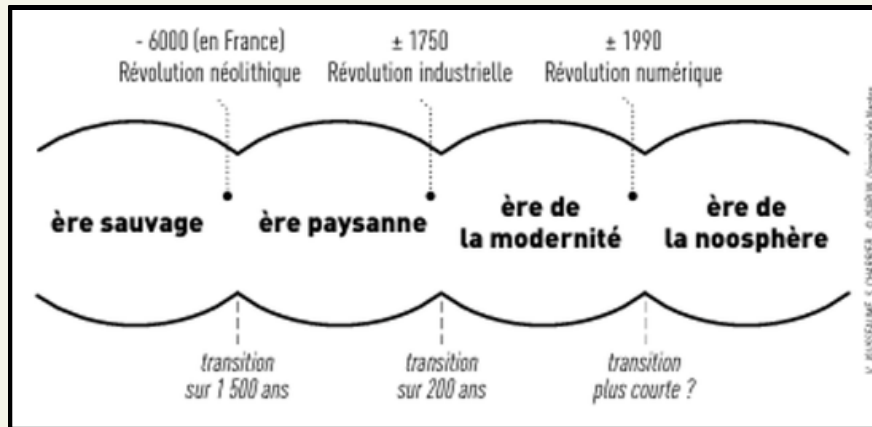


Figure 1 : Résumé des grandes ères historiques

Enfin, l'ère de la modernité, définie comme capitaliste dure jusqu'aux années 1990, avant de laisser place à l'ère de la noosphère introduite par Valérie Jousseau.

Cette division temporelle nous invite à envisager l'avenir sous plusieurs angles en fonction du paradigme dominant choisi par notre société. Parmi les futurs présentés de la noosphère, deux se détachent particulièrement : le monde hypermoderne dans lequel les technologies continuent leur croissance exponentielle jusqu'à l'épuisement complet des ressources naturelles de la Terre; et les alternatives subalternes qui proposent une reconnexion avec la nature, un temps comme présence, une conscience renforcée et une sobriété plus importante. La seconde alternative se distingue de la première car elle cherche à lutter contre la société amnésique et virtuelle vers laquelle le monde hypermoderne nous dirigerait. Toutefois, l'intervenante souligne la difficulté à sortir du paradigme dominant de la modernité qui considère la campagne de manière péjorative.

Enfin, Valérie Jousseau rappelle que les alternatives radicales ne viennent jamais de l'épicentre mais plutôt des marges. Elle nous invite également à ralentir, sans craindre de manquer certaines étapes de l'accélération car ce ralentissement permet une réflexion plus profonde elle-même vectrice d'actions plus réfléchies. C'est par ailleurs ce que théorise Hartmut Rosa mentionné lors de la conférence.

ACTIVITÉ

Notre activité consiste en un cluedo géant dans lequel chacun des membres de notre groupe interprète un personnage du jeu. L'énigme se passe dans un petit village fictif de campagne où vivent six personnages majeurs : une agricultrice, une élue de la mairie, une petite commerçante, une promotrice immobilière, un retraité et une néo-rurale venant de la grande ville, fraîchement installée en campagne. L'histoire est la suivante : le maire de la ville a comme projet d'urbaniser le petit village en y construisant de nouvelles infrastructures modernes mais, un soir, il disparaît. L'objectif est de découvrir qui l'a enlevé et pour quel motif, en sachant que tous les personnages sont en tension avec le maire depuis son projet d'urbanisation.

Pour résoudre le mystère, les étudiant·e·s sont divisé·e·s en six groupes et chaque groupe rencontre tour à tour un des personnages du village pour lui demander son mobile, son alibi et les personnages suspectés. Après avoir rencontré deux fois chaque personnage, les différents groupes notent leur suspect principal ainsi que le mobile en fonction des informations récoltées. Pour conclure, nous avons fait une présentation rapide du livre de Valérie Jousseume et une classification des réactions des différents acteurs de la ruralité dans un tableau théorisé par Valérie Jousseume (Figure 2). Le tableau comprend deux axes : la personne est plus ou moins attachée à sa culture paysanne et la personne accepte plus ou moins la modernité.

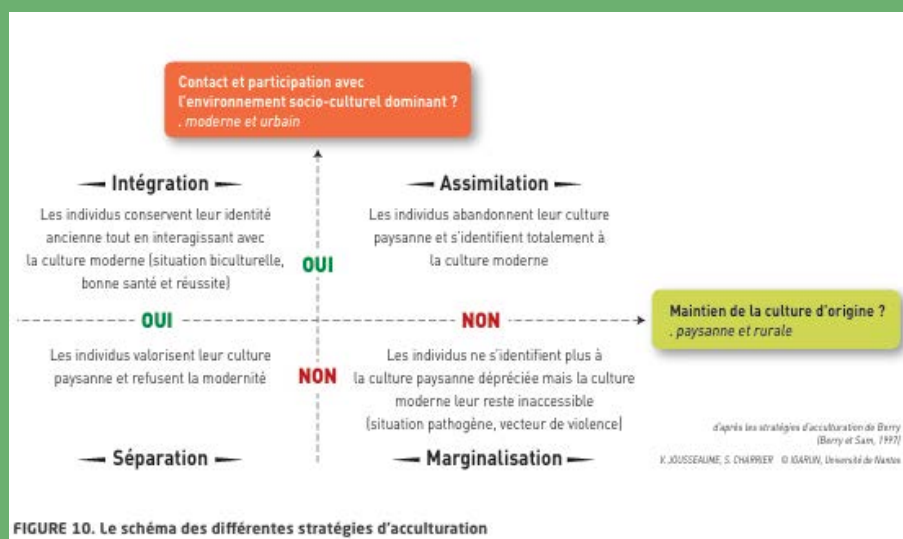


Figure 2 : Schéma des différentes stratégies d'acculturation

L'objectif pédagogique principal de cette activité est d'introduire les idées-clefs de l'intervenante. Nous avons écrit les différentes fiches des personnages grâce aux informations apprises dans le livre *PLOUC PRIDE - Un nouveau récit pour les campagnes* (2021) de Valérie Jousseume. Ensuite, cette activité comporte une grande part de travail en équipe. Cela permet aux étudiant·e·s de développer leurs compétences en communication, en esprit critique tout en s'entraînant à synthétiser des informations.

Nous avons pensé notre activité comme une introduction à certains concepts présentés dans le livre de Madame Jousseume, comme sa définition de la campagne, la séparation entre campagne et modernité et les différentes réactions possibles des habitant·e·s des campagnes face à l'arrivée de la modernité (Figure 2). Pendant la conférence, des sujets variés ont été présentés comme les différentes ères historiques et l'aspect sociologique et philosophique de son livre plutôt que l'aspect géographique comme nous le pensions. Avant la conférence, elle a en effet expliqué qu'elle trouvait important d'aborder le côté philosophique car il se distingue des autres thèmes abordés lors de notre école de printemps.

PENSER L'AMÉNAGEMENT DE LONG TERME DE LA MÉTROPOLE À L'HEURE DES CHOCS ÉCOLOGIQUES

Manon Couic, Romane Le Floch, Waël Mahbouli, Alixe Pipard, Anna Somodevilla, Swan Warmé



Source : club-ville-aménagement

Dans le cadre de notre école de printemps, notre groupe s'est concentré sur l'urbanisme soutenable qui consiste à penser l'aménagement des villes sur le long terme en incluant les contraintes environnementales et l'adaptation au changement climatique. Ainsi, dans ce contexte, nous avons eu le plaisir de recevoir **Michèle Le Loir** pour une conférence intitulée « Penser l'aménagement de long terme de la métropole à l'heure des chocs écologiques ». Architecte de formation, elle est actuellement directrice de l'aménagement urbain à Rennes Métropole.

Son travail s'articule notamment autour de la planification urbaine et des autorisations d'urbanisme. Son approche concrète a participé à diversifier les interventions de notre école de printemps.

INTERVENTION

Dans un contexte de grande croissance de la métropole de Rennes depuis 1982 avec 6200 hectares urbanisés, la planification est un élément essentiel de l'urbanisme soutenable afin de répondre aux défis démographiques et sociaux, tout en préservant la qualité de vie et les fonctions écologiques du territoire. Les différents documents de planification à différentes échelles sont les lois nationales, le SRADDET, le SCoT, Rennes Métropole et ses documents stratégiques : le PLH, PDU, PLAE, PCAET & PLUi.

Adopté en 2025, le Plan Climat s'inscrit dans un mandat de cinq ans, jusqu'en 2030. Michèle Le Loir agit sur les causes du changement climatique, sur différents volets : atténuation et adaptation. L'adaptation est nécessaire à l'heure du changement climatique. Le Plan Climat repose sur cinq piliers, chacun répondant à un enjeu spécifique. Tout d'abord, faire ensemble est un pilier qui s'appuie sur les évolutions des systèmes productifs, les modes de vie et l'implication des citoyens dans la ville. Deuxièmement, la justice sociale s'assure que la transition n'aggrave pas les inégalités sociales dues au changement climatique. Puis, s'adapter au changement climatique constitue un autre pilier. Enfin, réduire les émissions de gaz à effets de serre et protéger la qualité de l'air représentent les deux derniers piliers.

L'objectif est d'agir sur les causes en réduisant notre impact, et sur les conséquences en s'adaptant. Pour ce faire, la métropole rennaise se base sur le concept de ville-archipel. Depuis 1983, une organisation polycentrique a été développée et s'appuie sur une ville-centre et des villes d'appui, séparées par des champs, autour de celle-ci, dans leur propre autonomie et séparées entre elles par des champs, avec une ceinture verte. Le SCoT s'appuie sur les réflexions antérieures en poursuivant le développement sous la forme d'une ville-archipel mais de façon différenciée entre les communes, en laissant ces grands secteurs périurbains sans coupure végétale.

Nous avons également été marqués par le fossé entre l'urgence environnementale avec la nécessité de mettre en place de mesures plus adéquates et l'inertie, qui demeure au sein du service urbanisme avec des projets déjà lancés malgré les politiques de limitation d'artificialisation. En effet, les projets urbains se placent dans le temps long et peuvent prendre des dizaines d'années à aboutir. Par ailleurs, Michèle Le Loir met en avant l'incohérence d'interdire l'accès aux métropoles attractives comme Rennes car cela priverait certains citoyens de leurs libertés individuelles en les empêchant de choisir leur lieu de vie. À cela s'ajoute un aspect technique du ZAN, où 1 m² artificialisé entraîne 1 m² végétalisé.



ACTIVITÉ

Autour du jeu de plateau « ÉcoQuartier », introduit comme une mise en situation du métier d'urbaniste dans le contexte urgent du changement climatique, les étudiants ont pu apprivoiser les contraintes techniques, urbanistes, financières et écologiques. Ce jeu est disponible sur le site du ministère des transitions écologiques.

Il y a 4 cas de villes avec des problématiques différentes (bord de mer, montagne...). Les joueurs ont dû s'approprier les problématiques de la ville, comme les enjeux climatiques et sociétaux, et les risques auxquels la ville est soumise, afin de prendre des décisions d'aménagement adaptées. L'objectif était d'atteindre un niveau de qualité environnementale en respectant le budget attribué.

Pour conclure notre activité, nous avons repris les problématiques des cartes « risques » environnementaux et sociétaux afin d'interroger les étudiants sur les mesures qu'ils mettraient en place pour y répondre. Ainsi, ils ont pu restituer les informations qu'ils ont apprises et les mettre en commun. On a pu également recueillir les retours sur le jeu comme le manque de nuance sur les solutions envisagées : énergies renouvelables non sans effets négatifs, contraintes budgétaires pas assez représentatives des cas réels ou encore choix des emplacements trop simplifié.

Ainsi, les étudiant·e·s se sont familiarisé·e·s avec la profession d'urbaniste et les contraintes qui en découlent. L'activité et la conférence étaient toutes les deux très concrètes. Cependant, le jeu a permis de vulgariser la planification afin de cerner, à notre échelle, les fonctions d'un urbaniste au sein d'une métropole, qui doit s'adapter afin d'agir sur les conséquences, et atténuer les causes du changement climatique, tout en respectant les normes environnementales et sociétales.



GLOSSAIRE

PCAET : Plan Climat-Air-Énergie-Territorial

PDU : Plan de Déplacement Urbain

PLAE : Programme Local d'Aménagement Économique

PLH : Programme Local de l'Habitat

PLUi : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

ZAN : Zéro Artificialisation Nette

INITIER DES TRANSITIONS PAR DES VOIES CIVIQUES

Dario Arrazola, Leïli Chagnon, Corentine Philippe, Sacha Seurin

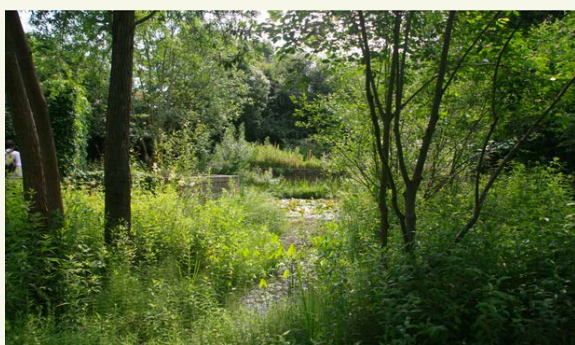


Source : Millénaire 3 -
Métropole de Lyon

Nous avons eu l'opportunité d'accueillir **Cyria Emelianoff**, enseignante-chercheuse en aménagement de l'espace et urbanisme à l'Université Rennes 2, possédant une double formation de géographie et de philosophie. Ses recherches portent notamment sur l'urbanisme écologique ou encore sur les inégalités environnementales. Cyria Emelianoff dirige actuellement une thèse nommée « Quartiers populaires, politique de la ville et transitions écologiques ».

Dans ce cadre, nous avons étudié les inégalités urbaines et environnementales. Celles-ci peuvent être définies comme étant des inégalités d'accès aux ressources et aux aménités environnementales, d'exposition aux polluants, aux nuisances et aux risques, et d'adaptation aux changements environnementaux. Or, les choix d'urbanismes et d'aménagements, les politiques d'environnement, de développement durable et de transition ont souvent été régressifs sur un plan social, en ignorant les enjeux de justice liés aux questions environnementales, devenant ainsi illégitimes aux yeux d'une partie de la population. Nous avons donc souhaité analyser ces inégalités en se penchant sur les aspects sociaux, spatiaux et politiques des dynamiques urbaines.

INTERVENTION



Source : C. Emelianoff et N. Blanc

La conférence présentée par Mme Emelianoff, intitulée « Initier des transitions par des voies civiques », nous a fait voyager aux Pays-Bas et en Russie, dans des quartiers végétalisés par les habitants. À travers l'étude de ces deux cas concrets, Mme Emelianoff a montré comment des citoyens ordinaires, dans une perspective aussi bien sociale qu'environnementale, agissent pour le verdissement de leur milieu de vie.

Depuis 50 ans, le quartier rouge de Arnhem, aux Pays-Bas, s'est progressivement transformé en véritable quartier vert. C'est à partir des années 70 que des balconnières et des jardinières ont vu le jour dans ce quartier populaire, à l'initiative de femmes ayant pour but de se réapproprier leur lieu de vie. D'autres projets de ce type ont vu le jour en Europe, comme à Nijni Novgorod en Russie, où les habitant·es se sont alliés à des éco-juristes pour faire face à la demande d'un promoteur voulant densifier un quartier.

Aux Pays-Bas, un « Groupe vert » se forme alors regroupant les habitant·e·s qui cherchent à revaloriser leur quartier en débitumant et en s'occupant de la végétation sur la voie publique. Par la suite, des cours d'immeubles ont été aménagées par les citoyen·ne·s, menant à la végétalisation de 11 jardins, dont d'anciennes friches.

Cette démarche a ainsi permis de dé-perméabiliser les sols, afin de lutter contre les inondations et favoriser un fonctionnement plus naturel du cycle de l'eau. Par mimétisme, les propriétaires de maisons plus aisés embauchent des jardiniers privés pour créer des espaces écologiques à l'image de ceux du Groupe vert. Les participant·e·s déclarent majoritairement être à la recherche de lien social, tandis que d'autres sont adeptes de la nature et du jardinage.

Du côté de la Russie, les propriétaires de petites parcelles ont réussi à les agréger sous un même syndicat de copropriété, ce qui a permis de se réapproprier entièrement ces espaces. Pour lutter contre les fortes pollutions urbaines, l'environnement se présente comme la seule ressource de ces habitant·e·s. À la suite de cela, les habitant·e·s ont planté plus de 600 arbres afin d'aménager leur cours.



Source : C. Emelianoff et N. Blanc

Ces différents phénomènes de transformation d'un quartier permettent ainsi aux citoyens de tisser des liens intergénérationnels, de réapprendre à occuper l'espace public et à valoriser l'écologie urbaines.

L'aménagement du territoire urbain résulte de l'inaction institutionnelle et du désir communautaire de valoriser son habitat, ce qui déclenche des processus d'initiatives citoyennes. Ces processus nombreux et spontanés n'aboutissent qu'après une forte insistance citoyenne. On parle alors d'**empowerment écologique** : la population acquiert le pouvoir de transformer son environnement, c'est une contestation socio-politique.

Mme Emelianoff explique que la requalification esthétique et écologique est une preuve de la valeur ajoutée de l'action des habitants, contribuant à la dignité du quartier. L'**œuvre collective** devient alors un facteur de déstigmatisation sociale et fédération du quartier. Celle-ci est souvent engagée par des communautés défavorisées, et devient alors un encouragement à l'action qui finit par s'auto-entretenir. Cependant, ces actions sont invisibilisées parce qu'elles sont engagées par des acteur·trice·s nouveaux·elles, peu légitimes et déjà invisibilisé·es aux yeux de la société. L'action collective a un effet de **scaling out** et **up** (se diffuse dans l'espace et mène à des changements de politiques publiques).

La participation citoyenne est vectrice d'identité communautaire et de socialisation, permettant la valorisation de son territoire et incite les voisinages à s'engager dans une action similaire. La transition écologique des milieux urbains doit être profonde, incluant les initiatives à petite échelle qui mutualisent la résilience écologique sans tomber dans les risques du technosolutionisme, on parle de **scaling deep**. Il est donc essentiel d'« inventer la ville par et pour les habitants ».

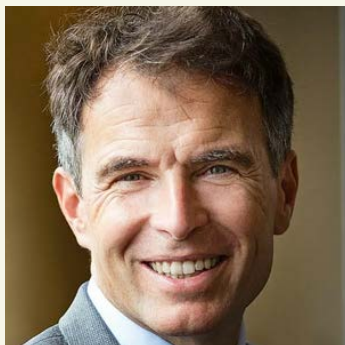
ACTIVITÉ

Notre activité a permis d'introduire le concept des inégalités urbaines, en apportant une base solide quant au thème de la conférence de Mme Emelianoff. Elle reposait sur le concept de jeu de culture, comme Burger Quiz ou Questions pour un Champion, et se déroulait en deux temps. D'abord, la classe a participé à des QCM ou des questions dites « au plus proche ». Les questions s'agençaient autour de chiffres et de définitions importantes relatifs aux inégalités urbaines. Les groupes bénéficiaient de 2 minutes de discussion afin de se concerter et d'apporter des éléments de réponse, de part leurs vécus et connaissances propres, permettant une meilleure mémorisation. De plus, cela favorise une participation dynamique et collective ainsi que l'engagement actif de la classe. Ensuite, nous nous sommes occupé·es de 8 élèves, venant chacun·e d'un groupe différent pour les faire s'affronter dans une épreuve de rapidité. Chaque personne devait faire gagner des points à son équipe, le but étant d'obtenir un fort engagement des étudiant·e·s.

Cette activité leur a permis d'avoir une idée des ordres de grandeur et l'effet de surprise que peut donner la réponse leur permet une meilleure retenue. Lors de ces deux jeux, la participation des étudiant·e·s a pu être particulièrement active.

TRANSITIONS, GOUVERNANCE ET TERRITORIALISATION

Axelle Chicot, Ernestine Elain, Anatole Fouqué, Sacha Guillaume, Marjane Hervé, Marie Loui



Source : Le Télégramme

Le jeudi 11 juin 2026, nous avons eu le plaisir de recevoir **Romain Pasquier**, conseiller scientifique à l'Institut de la gouvernance territoriale et de la décentralisation. Spécialiste des questions de gouvernance multi-niveaux en France et en Europe, il est directeur de recherche au CNRS mais également titulaire de la chaire « territoires et mutations de l'action publique » ainsi que membre du laboratoire Arènes UMR 6051 à Sciences Po Rennes.

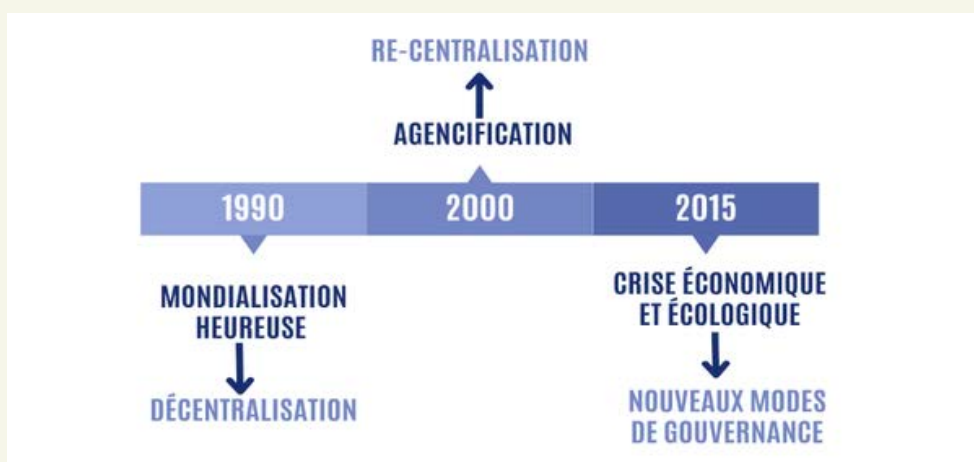
INTERVENTION

Il a écrit de nombreux ouvrages, notamment *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation* paru en 2017 ou encore *Organisation territoriale et démocratie locale en Europe* publié en 2022. La conférence de M. Pasquier, intitulée Transition(s), gouvernance et territorialisation, propose une analyse des politiques publiques et des relations entre les différents niveaux de gouvernance et les acteurs locaux. Elle répond à la problématique: Pourquoi certains acteurs décident de changer d'échelle à leur niveau de coopération pour la transition écologique ?

Il retrace ainsi les facteurs d'apparition de ce modèle depuis les années 90, marquées par une pensée de « fin de l'Histoire » : avec la fin des guerres et la perspective d'une ère prospère à venir, la mondialisation est dite « heureuse ». Ainsi, le phénomène d'Européanisation à l'œuvre suite aux traités de Maastricht et d'Amsterdam donne lieu à la création d'un grand marché commun de libre échange. Plus précisément, M. Pasquier détaille les mécanismes à l'origine de la décentralisation que l'on a pu observer dans ces années avec le développement de petites Cités-Etats et d'une gouvernance multi-niveaux.

L'intervenant introduit aussi le concept d'agencification qui est un marqueur du tournant néo-managérial de l'État durant les années 2000, avec notamment une mixité des acteur-ices du domaine public et privé. Elle consiste en la création d'agences diverses comme l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), les Agences de l'Eau ou encore l'Office Français de la Biodiversité (OFB) sur le territoire français. Il en résulte des politiques publiques formées d'une multiplication des normes (lois, décrets) ainsi qu'une fiscalité moins locale. En conclusion, dans le cadre de la transition écologique, il est observé que l'agencification génère des projets beaucoup moins ancrés dans les territoires, moins inventifs et originaux en raison d'une nécessité de répondre à la normativité étatique.

Depuis les années 2015, on assiste à un retour vers des politiques de décentralisation afin de mieux répondre notamment aux enjeux de la transition écologique. L'État apparaît fragmenté dans son fonctionnement entre forme traditionnelle et nouvelle (agencification). Le contexte de crises économiques multiples (2008, Covid...) favorise une peur du déclassement chez toutes les classes sociales, ce qui explique la montée de la défiance envers les institutions politiques et le développement de mouvements populistes partout en Europe. De plus, ces formes de populismes participent à nourrir le clivage entre les territoires : le mode de vie rural est critiqué et les décisions politiques sont prises dans les grandes métropoles. Les attentes envers les campagnes sont parfois difficiles à combiner : on leur demande de fournir des efforts en faveur de l'environnement tout en continuant à assurer l'approvisionnement en vivre des villes. Face à ces tensions, des initiatives émergent afin de repenser les modes de gouvernances, notamment sur les questions de transitions. Ainsi, on peut observer des mécanismes de participation citoyenne à différentes échelles : conseil municipal des jeunes, convention citoyenne pour le climat... Ces initiatives tentent de rétablir le dialogue entre citoyen·es, politiques, entreprises et expert·es scientifiques.



Source :

ACTIVITÉ

Afin de mieux comprendre comment s'articule la participation citoyenne dans les politiques de transitions environnementales, nous avons fait le choix de projeter le documentaire « Convention citoyenne : démocratie en construction » réalisé par Naruna Kaplan de Macedo.

À la manière d'un « ciné-débat », nous avons fait des pauses dans la diffusion afin de poser des questions, susciter des réactions et entendre le ressenti des auditeur·ice·s. Parmi les réflexions proposées, figuraient la possibilité d'une deuxième édition en changeant les modalités, l'intérêt des résultats obtenus ou encore l'utilité d'une telle convention.

L'idée était de favoriser les échanges et le partage de différents points de vue entre les élèves, une écoute active, ainsi qu'un apprentissage sur le fonctionnement et les résultats de la Convention. Nous avons été agréablement surpris·es de par la forte participation de tous·tes et de l'enthousiasme lors des échanges qui se sont avérés très enrichissants.

UNE ÉDUCATION POUR DEMAIN ? APPRENTISSAGES POTENTIELS EN PÉDAGOGIE PAR LA NATURE

Luna Briand--Bosc, Anna Harel, Malo Leducq, Perrine Matter, Anaïs Pédurand, Mila Sorveyron



Source : CREAD

Pour comprendre les enjeux liés à l'éducation et la reconnexion à la nature, nous avons décidé d'inviter **Marine Jacq Rolland**, docteure en sciences de l'éducation et actuellement Attachée Temporaire d'Enseignement à la Recherche (ATER) à l'INSPÉ de Brest. Elle est également membre du laboratoire CREAD, rattaché à l'UBO. Elle s'occupe de la formation des futur·e·s professeur·e·s notamment en leur apprenant à faire classe en extérieur, au sein de la nature. Elle a d'abord été enseignante en physique-chimie dans tous les niveaux.

Mais en raison des enjeux écologiques actuels, elle souhaitait prendre sa place au sein de l'action collective. Elle s'est alors tournée vers la pédagogie par et dans la nature (PPN).

INTERVENTION

L'éducation **par** et **dans** l'environnement est une pédagogie ayant pour but de développer une vision holistique de la nature par le contact et l'immersion dans celle-ci. Elle se distingue de l'éducation **à** l'environnement, ayant pour objectif d'acquérir des connaissances naturalistes, mais aussi de l'éducation **pour** l'environnement qui favorise l'apprentissage des éco-gestes et le changement des comportements. La PPN repose sur différents points clés : un lieu naturel inspirant, un temps long, des activités à partir de l'intérêt de l'enfant par le jeu libre, une importance pour le processus et non le résultat, la prise de risques modérée et la présence d'adultes. La PPN s'est d'abord développée dans les pays Scandinaves, dans les années 1950, avec l'apparition de *forest schools*. En France, on compte actuellement une trentaine de ce type d'écoles gérées par des associations. Dans le cadre scolaire classique, seules les aires éducatives ou les projets de sortie scolaire (par exemple les classes de mer et de montage), s'assimilent à une PPN.

Cette pédagogie s'inscrit dans le contexte actuel d'une déconnexion de l'humain à la nature. Notre civilisation souffre d'un *syndrome du manque de la nature*, théorisé par Richard Louv dans *Last child in the wood* (2005), qui a des conséquences sur la santé, le niveau de concentration et sur le contact sensoriel. Un facteur aggravant de cette déconnexion est l'*amnésie environnementale générationnelle*, qui consiste en une vision différenciée entre les générations de l'état de la nature, les plus jeunes considérant l'état de la nature à leur naissance comme étant l'état normal. Ainsi, la vision de la nature est biaisée et les efforts pour la sauvegarder aussi. Une reconnexion à la nature semble nécessaire par des expériences récurrentes au contact de celle-ci. La PPN apparaît donc comme une éducation d'avenir qui favorise la préservation de la nature en sensibilisant de futur·es adultes grâce au contact affectif.

Par exemple, le rapport de recherche du Réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement (FRENE) *Grandir avec la nature* a montré qu'étudier en extérieur permettait de produire des opportunités pour travailler les points au programme, et aide à développer des compétences qui pourront s'avérer utiles pour faire face au changement climatique (créativité, motivation, flexibilité, corps et esprit sain...).

Durant sa thèse en didactique des sciences de l'éducation, Marine Jacq Rolland s'est questionnée sur le rôle des *forest schools* dans l'apprentissage des savoirs scientifiques aux enfants. Pour cela, elle a observé ces écoles en Allemagne et en Grande Bretagne et a mené des entretiens avec huit pédagogues de la nature afin de répertorier les relations entre les enfants et la nature. Il existe plusieurs types de relations telles que affective, esthétique ou cognitive, cette dernière étant la plus proche de l'acquisition du savoir scientifique. Le rapport le plus observé est le rapport affectif sous forme de domination ou d'échange, suivi du rapport sensoriel. De plus, le rapport cognitif n'est pas priorisé, les pédagogues pensent que l'apprentissage se fait de manière opportune, par le jeu. Iels estiment que les connaissances naturalistes ne sont pas le but de ces écoles. Marine Jacq Rolland souligne qu'il existe des comportements différents chez les pédagogues face aux questions des jeunes : soit iels les poussent à se poser d'autres questions, soit iels donnent la réponse assez vite. L'opportunité de suivre une démarche scientifique dépend alors de l'objectif de la-du pédagogue.

ACTIVITÉ

Dans le cadre de la PPN, nous souhaitons mettre en œuvre une reconnexion à la nature ainsi qu'un apprentissage scientifique. Nous avons proposé à nos camarades un jeu de piste à l'extérieur, dans l'objectif de développer leur capacité de travail collectif, leur autonomie, leur curiosité tout en se déconnectant des outils numériques (c'est-à-dire en se servant uniquement d'une carte papier). Ce jeu de piste permet de découvrir dix plantes, représentées par des balises, et d'apprendre des anecdotes (physiques, lexicales ou encore pratiques) sur celles-ci. Les équipes devaient trouver la vraie information parmi trois propositions dans un temps imparti de 1h30 pour continuer leur parcours. A la fin de ce temps, nous leur avons distribué une carte mentale reprenant les affirmations vraies pour qu'ils puissent conserver une trace écrite des enseignements apportés.

Notre activité a donc utilisé la pertinence de l'apprentissage par le jeu, a donné une place active aux élèves, où l'élève est moteur-riche de son apprentissage, ce qui s'inscrit dans la pédagogie par et dans la nature.

COMPRENDRE LE COLONIALISME BLEU

Anna Barthélémy, Marco Béline, Mathilde Berthout, Olga Bonnin, Nina Henry, Jeanne Moalic



Source : Youtube -
Université Aix-Marseille

Afin de mieux appréhender la thématique du colonialisme bleu, nous avons accueilli **Nathalie Ros**, professeur de droit international à l'université de Tours, vice-présidente et secrétaire générale de l'association internationale du droit de la mer. Ses recherches au sein de l'IRJI (Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire) portent notamment sur le concept de colonialisme bleu. Cette thématique nous a particulièrement interpellé car c'est un sujet assez méconnu du grand public ayant pourtant de grandes conséquences sur certaines populations.

INTERVENTION

Le fait de définir le droit international de la mer (public) par opposition au droit maritime (privé), ainsi que des termes juridiques clés, a permis de mieux appréhender le sujet. De même, le contexte historique, les dates clés ainsi que les traités marquants ont été évoqués afin de mieux comprendre les enjeux actuels du colonialisme bleu. Cette introduction met en perspective les problématiques actuelles liées au droit de la mer, dans un contexte de triple crise planétaire (pollution, changement climatique et perte de la biodiversité) et de dynamique de privatisation globale des espaces marins.

Elle définit ensuite l'économie bleue (utilisation des ressources marines à des fins économiques), qui se développe de plus en plus. Une partie de ce type d'économie s'appuie sur la création d'Aires Marines Protégées (AMP). Leur augmentation présente un problème hégémonique majeur : créées dans l'idée que la mer est un bien commun, elles basculent pourtant dans la gouvernance par le secteur privé. Cela est dû au fait que les créateurs et les gestionnaires de ces espaces sont influencés par des financements ou des lobbies industriels, majoritairement originaires des pays du « Nord global ». Les nations à l'origine de la création de ces AMP sont souvent des pays développés qui externalisent leur impact écologique vers les pays moins développés. En effet, les AMP « *no take* », empêchent toute exploitation, même la pêche locale, et sont le plus souvent créées dans les ZEE de pays économiquement vulnérables ou insulaires. Or, ces pays sont souvent les moins responsables des impacts écologiques globaux et se retrouvent contraints d'accepter la création de zones protégées sur leurs territoires. Dans ces cas-là, la ZEE de l'Etat concerné n'est plus gérée par celui-ci. Les populations locales qui dépendent directement de la pêche n'ont alors plus rien pour se nourrir. Cette dynamique s'inscrit dans la continuité du Sommet de la Terre de Rio (1992) qui pose les bases d'une conservation centrée sur une économicisation (développement de la domination des impératifs de l'économie). Le paradigme de la conservation basé sur la prévention et l'atténuation s'oppose à celui de la préservation qui maintient et parfois restaure l'environnement.

Cette conférence met en évidence une vision anthropocentrée et un rapport de domination de la nature. On ne lui accorde pas de valeur intrinsèque, elle est vue comme une ressource à exploiter. Auparavant, la mer n'était qu'une route que les humains empruntaient. Plus récemment, l'économie bleue et le dépassement des limites terrestres ont conduit à une prédation humaine envers les mers.

Enfin, certaines interactions transnationales à caractère léonin (charges supportées par une seule des parties alors que l'autre en tire tous les avantages) rappellent des traités coloniaux. Les ONGE (ONG Environnementales) peuvent racheter les dettes d'un Etat contre un transfert de droits souverains sur la mer. Ces transactions non synallagmatiques (donc non réciproques) se font le plus souvent dans l'ombre, sans documents officiels publics, sauf dans le cas des Seychelles.

Son expérience personnelle illustre la tension politique et économique autour du sujet. Elle explique avoir reçu des menaces au cours de sa carrière, dans le but de l'intimider et de lui faire retirer ses propos. Elle a également observé la corruption dans les groupes de recherche financés par les organisations de conservation de l'environnement, comme au sein de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). Cela nous montre que la recherche n'est pas toujours neutre, ni dénuée d'intérêts politiques et économiques. Nous avons aussi été surpris·es par l'ambivalence des AMP, les liens avec les groupes extracteurs et les lobbies. Ces derniers ont un fort pouvoir décisionnaire sur les actions, allant souvent à l'encontre des populations locales exclues des processus décisionnaires. Elle a pu illustrer ses propos avec de nombreuses affaires méconnues telles que le cas de la vente de la dette des Seychelles ou la situation des chagossiens. Cela nous a permis de comprendre le problème du colonialisme bleu dans sa globalité.

ACTIVITÉ

Afin d'introduire le concept du colonialisme et d'en connaître les enjeux, une activité s'est faite sur la base d'un trivial pursuit réajusté avec des questions portant sur le thème du néocolonialisme. Comme dans le trivial pursuit, il y avait 6 sous-thèmes différents autour du néocolonialisme : actualités, écologie décoloniale, histoire, problème d'extraction, néocolonialisme bleu et néocolonialisme vert. Nous avons donc préalablement préparé les questions et les réponses pour chacun des ces sous-thèmes (10 questions par sous-thèmes). La classe était répartie sur 6 plateaux de jeu différents pour que tout le monde puisse participer.

L'objectif de l'activité (qui s'est déroulée avant la conférence) était d'introduire le concept de néocolonialisme et notamment de néocolonialisme bleu afin de mieux appréhender la conférence. L'idée de faire des équipes de 2 ainsi que des petits groupes sur chaque plateau était d'inciter les participants à débattre, à se concerter, discuter et se poser des questions autour du néocolonialisme.

ASPECTS TECHNIQUES

Afin de préparer au mieux les conférences, ou du moins apporter des notions complémentaires à chacune d'entre elles, nous avons à charge la création d'activités. La rédaction préalable d'une note d'intention, résumant les points clefs des activités et leurs objectifs pédagogiques, nous a permis de garder un cap clair lors de la mise en place de celles-ci.

Les ateliers introduisaient, élargissaient et complétaient bien les sujets abordés lors des conférences, qu'ils se soient déroulés avant ou après celles-ci.

Nous pouvons souligner que toutes les activités étaient diversifiées, poussées et pertinentes : ciné-débat, Cluedo, Trivial Pursuit, jeu de piste, jeux de plateau, jeu de rôle, Questions pour un.e CPES. Cela montre une volonté de créer des moments interactifs variés.

ASPECTS SOCIAUX

L'aspect ludique contrastant avec celui plus cadré des conférences a permis de créer des moments de partage entre les élèves de la classe. De plus, les changements réguliers d'équipe lors des différentes activités ont favorisé la confrontation d'idées et une mise en perspective des points de vue de chacun.e. Cela a permis de se retrouver en cette fin d'année autour d'un moment signé CPES SEnS. Tout en ayant un caractère informel, les activités ont rempli leurs objectifs pédagogiques.

Les participant.e.s et les créateur.rice.s ont dû développer plusieurs compétences, comme s'approprier les rôles, animer une activité, prendre des responsabilités ou encore jouer le jeu. Les organisateurs.rice.s ont su se répartir de manière équitable les prises de parole et la gestion des activités.

En discutant ensemble, il est ressorti que chaque groupe doutait plus ou moins de son activité lors de la préparation. Finalement, il s'est avéré que toutes se sont déroulées sans soucis et sans trop de moments de flottement, notamment grâce à l'enthousiasme et au fort investissement des participant.e.s.



SYNTHÈSES - THÈMES



Nous avons organisé une école de printemps intitulée « Converser Pour un Environnement Souhaitable ». Différents sous-thèmes ont permis d'enrichir nos connaissances sur la ville et la campagne, sur l'éducation autour de la nature et sur les modes de pensées contemporains. Les sujets abordés lors de cette école de printemps nous ont permis de nous ouvrir à des questions que nous n'étudions pas forcément en cours du CPES.

Nous avons invité des intervenant·e·s majoritairement académiques et provenant des sciences sociales qui ont enrichi nos réflexions grâce à leurs recherches, ouvrages et références. Ces intervenant·es nous ont présenté des conférences structurées à l'aide de diaporamas. Ces conférences restaient tout de même accessibles tout en permettant d'approfondir les sujets abordés de manière pertinente. Néanmoins, nous aurions pu avoir une approche davantage pluridisciplinaire en invitant plus de personnes hors du milieu académique ainsi que des personnes tournées vers les sciences naturelles.

À la fin des présentations et de la séquence de questions officielles, un temps informel de questions avait lieu. Cela permettait aux étudiant·e·s d'échanger avec l'intervenant·e sur des questions plus précises ou d'ordre plus personnel. Les retours sur cette pratique sont très motivants puisque certaines personnes n'osent pas poser de questions en public ou n'ont tout simplement pas le temps de les poser lors du temps officiel. De plus, ce temps permet un dialogue plus fluide et dynamique, et nous avons assisté à de nombreuses réflexions plus poussées lors de ces moments avec des petits groupes.

Le thème principal abordé lors des différentes conférences est celui de l'organisation et l'aménagement du territoire et plus particulièrement les liens et distinctions entre l'habitat humain et la nature, majoritairement à l'échelle de la France. De nombreuses interventions proposaient des alternatives possibles au paradigme actuel, l'exception étant la conférence de Michèle Le Loir, qui travaille pour Rennes Métropole puisque ses actions sont ancrées dans les politiques urbaines actuelles.

Des aspects philosophiques et des modes de pensées ont également émergé des conférences, c'est le cas de celle de Valérie Jousseau qui fait état des paradigmes anciens et actuels. Cyria Emelianoff a évoqué les changements de perception des différentes classes sociales suite à des évolutions d'aménagement de la nature et notamment la revalorisation de celle-ci. Au niveau social, Marine Jacq Rolland a abordé la déconnexion à la nature et la manière de se reconnecter à celle-ci au travers l'éducation par et dans l'environnement. Nathalie Ros a donné son témoignage sur la corruption présente dans les ONG environnementales, et la difficulté à faire de la recherche sur des sujets qui font polémique en raison des paradigmes occidentaux actuels.



SYNTHÈSES - THÈMES



Ces différentes conférences nous ont donné des pistes et des idées d'actions dans une optique d'avenirs souhaitables. Guillaume Faburel a présenté les territoires où habiter en 2050, principalement les campagnes. Cyria Emelianoff nous a montré des exemples de revalorisation de la nature par les classes populaires non sensibilisées aux problématiques environnementales dans des villes aux Pays-Bas et en Russie. Valérie Jousseau a rappelé la multitude d'avenirs envisageables allant d'un monde hypermoderne et technosolutionniste à un monde dans lequel des alternatives plus sobres seraient privilégiées. La difficulté à agir pour ces perspectives souhaitables en ville a également été abordée avec Michèle Le Loir, en raison des « zonages à urbaniser » définis depuis plusieurs décennies et dont les projets ne peuvent plus être annulés juridiquement en dépit des Plans Climats proposés par les mairies.

Finalement, les conférences se rejoignent en proposant la critique d'une approche trop centralisée du monde qui n'est pas durable, dans un environnement qui subit les conséquences des crises climatiques. La critique du colonialisme bleu par Nathalie Ros dénonce cette emprise illégitime qui poursuit la logique capitaliste et expansionniste, les conférences sur le territoire proposaient justement de changer de paradigme et retrouver du lien à une échelle locale.



SYNTHÈSES - LOGISTIQUE



L'école de printemps a été encadrée par Timothée Fouqueray et Hélène Hivert qui nous ont guidé tout au long de son organisation et apporté leur expérience. Le travail s'est déroulé sur l'année entière selon le planning suivant :



COMPÉTENCES DÉVELOPPÉES

L'école de printemps nous a permis de développer différentes compétences comme la communication de manière formelle avec le monde académique, la création d'ateliers pédagogiques et ludiques ainsi que l'organisation et la gestion de moments d'échange respectueux et cohérents. Elle a renforcé les liens d'échange entre la classe avec des groupes qui étaient tout le temps mixés. L'organisation des activités a permis d'apprendre à savoir gérer notre temps. Dans aucune activité proposée nous n'avons dépassé le temps décidé.

Durant l'année nous avons eu quelques petits rebondissements qui ont enrichi notre expérience. Par exemple, nous avons reprogrammé la conférence de M. Pasquier qui n'a pas pu être tenue le 3 juin à cause d'un manque de communication ou encore remplacé l'intervention de Jonathan Morice par Michèle Le Loir. De plus, durant la recherche d'un intervenant, certains groupes n'ont reçu de réponses que tardivement dans l'année. Ces petits encombres ont nécessité des adaptations rapides développant ainsi notre capacité d'improvisation et de réaction face à l'imprévu.



DIFFICULTÉS ET PISTES D'AMÉLIORATION

Nous avons également rencontré quelques difficultés lors de nos premiers cours, vis-à-vis des thèmes à aborder lors de l'école de printemps, avec des débats complexes entre les membres de la classe. Cette difficulté nous a permis d'apprendre à faire des concessions et de mettre en place des outils pour prendre en compte toutes les idées (votes, mutualisations, etc).

Par ailleurs, certains points peuvent être améliorés. Tout d'abord, certain·e·s étudiant·e·s. pensent que nous devrions introduire plus clairement aux intervenant·e·s le contenu de notre formation au préalable des conférences. Afin d'éviter des confusions sur le parcours des intervenant·e·s, il serait nécessaire de leur envoyer le texte introductif de leur présentation en amont de la conférence. Nous nous sommes aussi questionnés sur la taille des groupes qui semblent être trop grands pour certain·e·s étudiant·e·s.

CONCLUSION

En conclusion de l'école de printemps de 2026, nous retenons un moment de partage de connaissances et d'échange entre acteur·ice·s du monde de demain. Nous avons durant ces deux semaines débattu, écouté, approfondi nos réflexions, avec un sentiment de cohésion et de travail collectif, un réel engagement de la part de tous·tes. Ceci nous inspire quant aux objectifs du CPES, et nous a conforté dans notre choix de thématique et d'intervenants en tant que complément de la formation. En outre, la participation active aux activités et la pertinence de celles-ci ont assuré un équilibre adéquat avec le contenu des conférences. Les interventions nous ont permis de voir la complexité et multiplicité de réponses aux enjeux d'une transition socio-écologique notamment dans le domaine de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire. En particulier, nous remarquons l'importance de la participation sociale à la mise en place de solutions. Nous sommes heureux·ses de découvrir la méticulosité du travail de recherche qui a déjà été engagé autour de ces problématiques. Finalement, nous devons Chercher Passionnément Ensemble les Solutions, et c'est ce que nous a permis de faire cette école de printemps.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette école de printemps, et qui ont aidé à l'organisation de celle-ci.

Dans un premier temps, nous remercions l'ensemble des intervenant·e·s (Cyria Emelianoff, Guillaume Faburel, Marine Jacq Rolland, Valérie Jousseume, Michèle Le Loir, Romain Pasquier et Nathalie Ros) pour ces moments d'apprentissage et ces discussions enrichissantes.

Nous souhaitons remercier également l'équipe encadrante composée de Hélène Hivert et Timothée Fouqueray pour leurs conseils et leur contribution. Nous remercions aussi l'administration de l'ENS de Rennes.

Enfin, un grand merci à la classe pour avoir mené à bien cette école de printemps, fruit d'un travail collectif et d'un investissement hors pair.

